

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C – 2019/12284]

18 DECEMBRE 2015. — Loi portant assentiment à la Convention n° 167 concernant la sécurité et la santé dans la construction, adoptée à Genève le 20 juin 1988 par la Conférence internationale du Travail à sa soixante-quinzième session (1)(2)

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la constitution.

Art. 2. La Convention n° 167 concernant la sécurité et la santé dans la construction, adoptée à Genève le 20 juin 1988 par la Conférence internationale du Travail à sa soixante-quinzième session, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,

D. REYNDERS

Le Ministre de l'Emploi,

K. PEETERS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) La Chambre des Représentants (www.lachambre.be)

Documents : 54-1347

Rapport intégral : 26/10/2015

(2) Liste des Etats liés.

C167 Convention sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 1^{er} juin 1988, en sa soixante-quinzième session;

Notant les conventions et recommandations internationales pertinentes, en particulier la convention et la recommandation concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937; la recommandation sur la collaboration pour la prévention des accidents (bâtiment), 1937; la convention et la recommandation sur la protection contre les radiations, 1960; la convention et la recommandation sur la protection des machines, 1963; la convention et la recommandation sur le poids maximum, 1967; la convention et la recommandation sur le cancer professionnel, 1974; la convention et la recommandation sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977; la convention et la recommandation sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981; la convention et la recommandation sur les services de santé au travail, 1985; la convention et la recommandation sur l'amiante, 1986, et la liste des maladies professionnelles telle que révisée en 1980, annexée à la convention sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C – 2019/12284]

18 DECEMBER 2015. — Wet houdende instemming met het Verdrag nr 167 betreffende de veiligheid en de gezondheid in de bouwnijverheid, aangenomen te Genève op 20 juni 1988 door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar vijfenzeventigste zitting (1)(2)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. Het Verdrag nr. 167 betreffende de veiligheid en de gezondheid in de bouwnijverheid, aangenomen te Genève op 20 juni 1988 door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar vijfenzeventigste zitting, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 december 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken en Europese Zaken,

D. REYNDERS

De Minister van Werk,

K. PEETERS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be)

Stukken: 54-1347

Verslag: 26/10/2015

(2) Lijst gebonden Staten.

(VERTALING)

Verdrag betreffende de veiligheid en gezondheid in het bouwbedrijf

De Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie, Bijgeengeroepen te Genève door de Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau en aldaar bijeengekomen op 1 juni 1988 in haar vijfenzeventigste zitting, en

Gelet op de ter zake dienende internationale verdragen en aanbevelingen en, in het bijzonder, het Verdrag en de Aanbeveling betreffende de veiligheidsvoorschriften (in het bouwbedrijf) 1937, de Aanbeveling betreffende samenwerking bij de voorkoming van ongelukken (in het bouwbedrijf), 1937, het Verdrag en de Aanbeveling betreffende de beveiliging tegen ioniserende stralen, 1960, het Verdrag en de Aanbeveling betreffende de beveiliging van machines 1963, het Verdrag en de Aanbeveling betreffende de maximum draaglast van een arbeider 1967, het Verdrag en de Aanbeveling betreffende de voorkoming en de beperking van de beroepsrisico's veroorzaakt door kankerverwekkende stoffen en factoren die dit proces beïnvloeden, 1974, het Verdrag en de Aanbeveling betreffende de bescherming van werknemers tegen beroepsrisico's in het werkmilieu als gevolg van luchtverontreiniging, lawaai en trillingen, 1977, het Verdrag en de Aanbeveling betreffende arbeidsveiligheid, gezondheid en het arbeidsmilieu, 1981, het Verdrag en de Aanbeveling betreffende bedrijfsgezondheidsdiensten, 1985, het Verdrag en de Aanbeveling betreffende veiligheid bij het gebruik van asbest, 1986, en de Lijst van beroepsziekten, zoals in 1980 herzien en als bijlage bij het Verdrag betreffende de prestaties bij arbeidsongevallen en beroepsziekten, 1964, gevoegd en

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la sécurité et à la santé dans la construction, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale, révisant la convention concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937,

adopte, ce vingtième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-huit, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988.

PARTIE I. CHAMP D'APPLICATION ET DÉFINITIONS

Article 1^{er}. 1. La convention s'applique à toutes les activités de construction, c'est-à-dire aux travaux du bâtiment, au génie civil et aux travaux de montage et de démontage, y compris tout procédé, toute opération ou tout transport sur un chantier de construction, depuis la préparation du site jusqu'à l'achèvement du projet.

2. Un Membre qui ratifie la convention peut, après consultation des organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressés, s'il en existe, exclure de l'application de la convention ou de certaines de ses dispositions des branches d'activité économique déterminées ou des entreprises déterminées au sujet desquelles se posent des problèmes particuliers revêtant une certaine importance, à condition qu'un milieu de travail sûr et salubre y soit assuré.

3. La convention s'applique également aux travailleurs indépendants que la législation nationale pourrait désigner.

Art. 2. Aux fins de la convention:

a) le terme construction couvre:

i) le travail du bâtiment, y compris les excavations et la construction, la transformation des structures, la rénovation, la réparation et l'entretien (y compris les travaux de nettoyage et de peinture) de même que la démolition de tous types de bâtiments ou d'ouvrages;

ii) le génie civil, y compris les excavations et la construction, la transformation des structures, la réparation, l'entretien et la démolition d'ouvrages tels qu'aéroports, quais, installations portuaires, voies d'eau intérieures, barrages, ouvrages d'endiguement des cours d'eau et du littoral ou de protection contre les avalanches, routes et autoroutes, chemins de fer, ponts, tunnels, viaducs et les ouvrages d'utilité publique servant aux communications, au drainage, à la collecte des eaux usées et à la distribution d'eau et d'énergie;

iii) le montage et le démontage de bâtiments et d'ouvrages préfabriqués de même que la fabrication des éléments préfabriqués sur le chantier de construction;

b) l'expression chantier de construction désigne tout chantier où l'un quelconque des travaux ou des opérations décrits à l'alinéa a) ci-dessus est effectué;

c) l'expression lieu de travail désigne tous les lieux où les travailleurs doivent se trouver ou se rendre du fait de leur travail et qui sont placés sous le contrôle d'un employeur au sens de l'alinéa e) ci-dessous;

d) le terme travailleur désigne toute personne occupée dans la construction;

e) le terme employeur désigne:

i) toute personne physique ou morale qui emploie un ou plusieurs travailleurs sur un chantier de construction; et,

ii) selon le cas, soit l'entrepreneur principal, l'entrepreneur ou le sous-traitant;

f) l'expression personne compétente désigne une personne possédant des qualifications suffisantes telles qu'une formation adéquate et des connaissances, une expérience et les aptitudes suffisantes pour exécuter de façon sûre les tâches spécifiées. Les autorités compétentes peuvent fixer les critères appropriés pour la désignation de ces personnes et définir les devoirs qui leur incombent;

g) le terme échafaudage désigne toute structure temporaire, fixe, suspendue ou mobile, ainsi que la charpente qui la soutient, servant de support à des travailleurs et à des matériaux, ou permettant d'accéder à une telle structure, à l'exclusion des appareils de levage au sens de l'alinéa h) ci-dessous;

h) l'expression appareil de levage désigne tout appareil fixe ou mobile qui sert à monter ou descendre des personnes ou des charges;

Besloten hebbende tot het aannemen van bepaalde voorstellen met betrekking tot veiligheid en gezondheid in het bouwbedrijf, hetwelk als vierde punt op de agenda van deze zitting staat vermeld, en

Besloten hebbende dat deze voorstellen de vorm zullen krijgen van een internationaal verdrag ter herziening van het Verdrag betreffende de veiligheidsvoorschriften in het bouwbedrijf, 1937,

Neemt heden, de twintigste juni van het jaar negentienhonderdachtentachtig, het volgende Verdrag aan, dat kan worden aangehaald als het Verdrag betreffende de veiligheid en gezondheid in het bouwbedrijf, 1988:

I. REIKWIJDTE EN BEGRIPSOMSCHRIJVINGEN

Artikel 1. 1. Dit Verdrag is van toepassing op alle bouw-activiteiten, namelijk op bouwwerkzaamheden, weg- en waterbouwkundige werkzaamheden en montage- en sloopwerkzaamheden, met inbegrip van alle procedés, verrichtingen of transport op een bouwterrein, vanaf het bouwrijp maken van het terrein tot de voltooiing van het project.

2. Een Lid dat dit Verdrag bekrachtigt, kan, na overleg met de meest representatieve organisaties van de betrokken werkgevers en werknemers, voor zover deze bestaan, bepaalde takken van economische bedrijvigheid of bepaalde activiteiten met betrekking waartoe bijzondere, omvangrijke problemen rijzen, uitsluiten van de toepassing van het Verdrag of van bepaalde bepalingen daarvan, mits steeds wordt gezorgd voor een veilige, gezonde werkomgeving.

3. Dit Verdrag is tevens van toepassing op in de nationale wetgeving nader aan te duiden zelfstandige ondernemers.

Art. 2. Voor de toepassing van dit Verdrag

a) dekt de term "bouw":

i) bouwwerkzaamheden, met inbegrip van grondwerk en de bouw, verbouwing, renovatie, reparatie, onderhoud (met inbegrip van schoonmaak- en schilderwerkzaamheden) en sloop van alle soorten gebouwen of bouwwerken;

ii) weg- en waterbouwkundige werkzaamheden, met inbegrip van grondwerk en de bouw, verbouwing, reparatie, onderhoud en afbraak van bijvoorbeeld luchthavens, dokken, havens, binnenwaterwegen, dammen, rivierdijken en zeeweringen en beveiligingsvoorzieningen tegen lavines, wegen en snelwegen, spoorwegen, bruggen, tunnels, viaducten en werken verband houdend met voorzieningen voor communicatie, afwatering, riolering, water, energie e.d.,

iii) het monteren en afbreken van geprefabriceerde gebouwen en bouwwerken, alsmede het vervaardigen van geprefabriceerde elementen op het bouwterrein;

b) betekent de term "het bouwterrein": iedere plaats waarop een van de in letter a) hierboven omschreven werkzaamheden of verrichtingen plaatsvindt;

c) betekent de term "arbeidsplaats": elke plaats waar werknemers zich moeten bevinden of waarheen zij zich moeten begeven wegens hun werk en die onder toezicht staat van een werkgever, zoals omschreven in letter e) hieronder;

d) betekent de term "werknemer": iedereen die is betrokken bij bouwwerkzaamheden;

e) betekent de term "werkgever":

(i) iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die een of meer werknemers op een bouwterrein in dienst heeft; en

(ii) naar het zinsverband vereist, de hoofdaannemer, de aannemer of de onderaannemer;

f) betekent de term "deskundig persoon": een persoon die beschikt over toereikende bekwaamheden, zoals een passende opleiding en voldoende kennis, ervaring en vaardigheden voor het veilig verrichten van specifieke werkzaamheden. De bevoegde autoriteiten kunnen passende normen vaststellen, aan de hand waarvan zodanige personen kunnen worden aangewezen en zij kunnen bepalen welke taken aan die personen kunnen worden toebedeeld;

g) betekent de term "steiger": iedere tijdelijke constructie, al dan niet vast, opgehangen of beweegbaar, en de ondersteunende delen daarvan, gebruikt om werknemers en materialen te dragen of om toegang te verkrijgen tot een zodanig bouwwerk en dat niet kan worden aangemerkt als "hijs- of hefwerktuig", zoals omschreven onder letter h) hieronder;

h) betekent de term "hijs- of hefwerktuig": ieder vast of beweegbaar toestel, dat wordt gebruikt om personen of goederen omhoog of omlaag te verplaatsen;

i) l'expression accessoire de levage désigne tout dispositif au moyen duquel on peut fixer une charge à un appareil de levage, mais qui ne constitue pas une partie intégrante de l'appareil ou de la charge.

PARTIE II. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 3. Les organisations les plus représentatives d'employeurs et de travailleurs intéressés doivent être consultées sur les mesures à prendre pour donner effet aux dispositions de la convention.

Art. 4. Tout Membre qui ratifie la convention doit s'engager, sur la base d'une évaluation des risques qui existent pour la sécurité et la santé, à adopter et à maintenir en vigueur une législation qui assure l'application des dispositions de la convention.

Art. 5. 1. La législation adoptée conformément à l'article 4 ci-dessus peut prévoir qu'elle sera appliquée en pratique par des normes techniques ou des recueils de directives pratiques, ou par d'autres moyens appropriés conformes aux conditions et à la pratique nationales.

2. En donnant effet à l'article 4 et au paragraphe 1 ci-dessus, tout Membre doit dûment tenir compte des normes adoptées en la matière par les organisations internationales reconnues dans le domaine de la normalisation.

Art. 6. Des mesures seront prises pour assurer, selon des modalités à définir par la législation nationale, une coopération entre les employeurs et les travailleurs en vue de promouvoir la sécurité et la santé sur les chantiers de construction.

Art. 7. La législation nationale stipulera que les employeurs et les travailleurs indépendants sont tenus de se conformer aux mesures prescrites dans le domaine de la sécurité et de la santé sur les lieux de travail.

Art. 8. 1. Chaque fois que deux ou plusieurs employeurs entreprennent simultanément des travaux sur un chantier:

a) il incombera à l'entrepreneur principal, ou tout autre personne ou organisme assumant le contrôle effectif ou la responsabilité principale de l'ensemble des activités du chantier, de coordonner les mesures prescrites, dans le domaine de la sécurité et de la santé, et que ces mesures soient respectées pour autant que cela soit compatible avec la législation nationale;

b) lorsque l'entrepreneur principal ou la personne ou l'organisme assumant le contrôle effectif ou la responsabilité principale de l'ensemble des activités du chantier n'y est pas présent, il doit, dans la mesure où cela est compatible avec la législation nationale, désigner une personne ou un organisme compétent sur place ayant l'autorité et les moyens nécessaires pour assurer, en son nom, la coordination et l'application des mesures prévues à l'alinéa a) ci-dessus;

c) chaque employeur restera responsable de l'application des mesures prescrites pour les travailleurs placés sous son autorité.

2. Chaque fois que des employeurs ou des travailleurs indépendants entreprennent simultanément des travaux sur un chantier, ils seront tenus de coopérer à l'application des mesures de sécurité et de santé prescrites selon ce que pourra prévoir la législation nationale.

Art. 9. Les personnes responsables de la conception et de la planification d'un projet de construction tiendront compte de la sécurité et de la santé des travailleurs de la construction, conformément à la législation et à la pratique nationales.

Art. 10. La législation nationale doit prévoir que sur tous les lieux de travail, et dans la mesure où ils exercent un contrôle sur le matériel et les méthodes de travail, les travailleurs doivent avoir le droit et le devoir de contribuer à la sécurité du travail et d'exprimer des avis sur les procédés de travail adoptés pour autant qu'ils peuvent affecter la sécurité et la santé.

Art. 11. La législation nationale doit prévoir que les travailleurs seront tenus:

a) de coopérer aussi étroitement que possible avec leur employeur à l'application des mesures prescrites en matière de sécurité et de santé;

b) de prendre raisonnablement soin de leur propre sécurité et de leur propre santé, et de celles des autres personnes susceptibles d'être affectées par leurs actes ou leurs omissions au travail;

i) betekent de term „Jrijsgereedschap“ : alle apparatuur of middelen, met behulp waarvan een lading kan worden bevestigd aan een hijs- of hefwerktuig, maar die geen integrerend deel van het werktuig of de lading vormt.

II. ALGEMENE BEPALINGEN

Art. 3. De meest representatieve organisaties van de betrokken werkgevers en werknemers moeten worden geraadpleegd over maatregelen om de bepalingen van dit Verdrag ten uitvoer te leggen.

Art. 4. Ieder Lid dat dit Verdrag bekrachtigt, verbindt zich, op basis van een evaluatie van de bestaande gevaren voor de veiligheid en de gezondheid, wetgeving aan te nemen en te handhaven die de toepassing van de bepalingen van dit Verdrag waarborgt.

Art. 5. 1. De ingevolge artikel 4 hierboven aangenomen wetgeving kan erin voorzien dat zij in de praktijk moet worden toegepast door middel van technische normen of gebruiksvoorschriften of andere passende methoden, die verenigbaar zijn met de nationale omstandigheden en praktijk.

2. Bij de tenuitvoerlegging van artikel 4 en het eerste lid van dit artikel dient ieder Lid naar behoren rekening te houden met de ter zake dienende, door erkende internationale organisaties op het gebied van de standaardisatie aangenomen normen.

Art. 6. Er dienen maatregelen te worden getroffen om te waarborgen dat werkgevers en werknemers samenwerken, in overeenstemming met in de nationale wetgeving vast te stellen regelingen, ten einde de veiligheid en de gezondheid op bouwterreinen te bevorderen.

Art. 7. In de nationale wetgeving dient te worden bepaald dat werkgevers en zelfstandig werkenden verplicht zijn zich te houden aan de voorgeschreven veiligheids- en gezondheidsmaatregelen op de arbeidsplaats.

Art. 8. I. Wanneer twee of meer werkgevers te gelijker tijd werkzaamheden verrichten op een bouwterrein:

a) is de hoofdaannemer of een ander persoon of instantie die daadwerkelijk toezicht houdt op of de eerst verantwoordelijke is voor het geheel der werkzaamheden op het bouwterrein, verantwoordelijk voor het coördineren van de voorgeschreven veiligheids- en gezondheidsmaatregelen en, voor zover dit verenigbaar is met de nationale wetgeving, voor het verzekeren van de naleving van zodanige maatregelen;

b) dient de hoofdaannemer of een ander persoon of instantie die daadwerkelijk toezicht houdt op of de eerst verantwoordelijke is voor het geheel der werkzaamheden op het bouwterrein, wanneer hij niet op het terrein aanwezig is, voor zover zulks verenigbaar is met de nationale wetgeving, een deskundig persoon of instantie op het bouwterrein aan te wijzen, die over de benodigde bevoegdheden en middelen beschikt om namens hem te zorgen voor de coördinatie en de naleving van de maatregelen, vervat in letter a) hierboven;

c) blijft iedere werkgever ten opzichte van de onder zijn gezag geplaatste werknemers verantwoordelijk voor de toepassing van de voorgeschreven maatregelen.

2. Wanneer werkgevers of zelfstandig werkenden te gelijker tijd werkzaamheden verrichten op een bouwterrein, zijn zij verplicht samen te werken bij de toepassing van veiligheids- en gezondheidsmaatregelen zoals vastgelegd in de nationale wetgeving.

Art. 9. Degene die zich bezighouden met het ontwerpen en plannen van een bouwproject dienen rekening te houden met de veiligheid en de gezondheid van de werknemers op het bouwterrein overeenkomstig de nationale wetgeving en praktijk.

Art. 10. In de nationale wetgeving dient te worden bepaald dat werknemers het recht en de plicht hebben op iedere arbeidsplaats een actieve bijdrage te leveren aan de zorg voor veilige arbeidsomstandigheden, voor zover zij zeggenschap hebben over het materieel en de werkwijzen, en hun mening te geven over de te volgen arbeidsprocedures, voor zover deze van invloed zijn op de veiligheid en de gezondheid.

Art. 11. In de nationale wetgeving dient te worden bepaald dat werknemers de plicht hebben:

a) zo nauw mogelijk samen te werken met hun werkgever bij de toepassing van de voorgeschreven veiligheids- en gezondheidsmaatregelen;

b) in redelijke mate zorg te dragen voor hun eigen veiligheid en gezondheid en die van anderen, op wie hun doen en laten in het werk van invloed zou kunnen zijn;

c) d'utiliser les moyens mis à leur disposition et de ne pas faire mauvais usage de ce qui leur a été fourni pour leur propre protection ou celle des autres;

d) de signaler sans délai à leur supérieur hiérarchique direct, et au délégué des travailleurs à la sécurité lorsqu'il en existe, toute situation susceptible à leur avis de présenter un risque et à laquelle ils ne sont pas en mesure de faire face convenablement eux-mêmes;

e) de se conformer aux mesures prescrites en matière de sécurité et de santé.

Art. 12. 1. La législation nationale doit prévoir que tout travailleur doit avoir le droit de s'éloigner d'un danger lorsqu'il a de bonnes raisons de penser qu'il y a un péril imminent et grave pour sa sécurité ou sa santé et il doit en informer immédiatement son supérieur hiérarchique)

2. En présence d'un péril imminent pour la sécurité des travailleurs, l'employeur doit prendre des dispositions immédiates pour arrêter le travail et, selon le cas, procéder à une évacuation.

PARTIE III. MESURES DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION

SÉCURITÉ SUR LES LIEUX DE TRAVAIL

Art. 13. 1. Toutes les précautions appropriées doivent être prises pour faire en sorte que tous les lieux de travail soient sûrs et exempts de risques pour la sécurité et la santé des travailleurs.

2. Des moyens sûrs d'accéder aux lieux de travail et d'en sortir doivent être aménagés et entretenus, et signalés où cela est approprié.

3. Toutes les précautions appropriées doivent être prises pour protéger les personnes qui se trouvent sur un chantier de construction ou à proximité de celui-ci de tous les risques que ce chantier est susceptible de présenter.

ECHAFAUDAGES ET ECHELLES

Art. 14. 1. Lorsque le travail ne peut être exécuté en toute sécurité au sol ou à partir du sol ou à partir d'une partie d'un bâtiment ou d'un autre ouvrage permanent, un échafaudage approprié et sûr doit être installé et entretenu, ou tout autre moyen répondant aux mêmes exigences doit être fourni.

2. En l'absence d'autres moyens sûrs d'accès aux postes de travail surélevés, des échelles appropriées et de bonne qualité doivent être fournies. Elles doivent être convenablement assujetties pour parer à tout mouvement involontaire.

3. Tous les échafaudages et toutes les échelles doivent être construits et utilisés conformément à la législation nationale.

4. Les échafaudages doivent être inspectés par une personne compétente, dans les cas et aux moments prescrits par la législation nationale.

APPAREILS ET ACCESSOIRES DE LEVAGE

Art. 15. 1. Tout appareil de levage et tout accessoire de levage, y compris leurs éléments constitutifs, leurs attaches, ancrages et appuis, doivent être:

a) bien conçus et construits en matériaux de bonne qualité et avoir une résistance suffisante pour l'usage qui en est fait;

b) correctement installés et utilisés;

c) entretenus en bon état de fonctionnement;

d) vérifiés et soumis à des essais, par une personne compétente, aux intervalles et dans les cas prescrits par la législation nationale, et les résultats de ces vérifications et essais seront consignés;

e) manœuvrés par des travailleurs ayant reçu une formation appropriée conformément à la législation nationale.

2. Un appareil de levage ne doit monter, descendre ou transporter des personnes que s'il est construit, installé et utilisé à cet effet conformément à la législation nationale ou, si tel n'est pas le cas, pour faire face à une situation d'urgence et parer à un risque de blessure grave ou accident mortel, lorsque l'appareil de levage peut être utilisé à cet effet en toute sécurité.

c) gebruik te maken van de hun ter beschikking gestelde middelen en geen verkeerd gebruik te maken van alles dat ter bescherming van henzelf of van derden ter beschikking is gesteld;

d) iedere situatie die naar hun mening gevaar zou kunnen opleveren en waaraan zij zelf niet naar behoren het hoofd kunnen bieden onverwijld te melden aan hun rechtstreekse meerdere en aan de werknemersvertegenwoordiger die is belast met het toezicht op de veiligheid, zo die er is;

e) zich te houden aan de voorgeschreven veiligheids- en gezondheidsmaatregelen.

Art. 12. 1. In de nationale wetgeving dient te worden bepaald dat een werknemer het recht heeft zich te verwijderen van een gevaar, wanneer hij goede redenen heeft om aan te nemen dat er een dreigend en ernstig gevaar voor zijn veiligheid of gezondheid bestaat en dat hij verplicht is zijn meerdere hiervan onverwijld in kennis te stellen.

2. Wanneer er gevaar dreigt voor de veiligheid van de werknemers dient de werkgever onverwijld stappen te ondernemen om het werk stop te zetten, en waar nodig, zijn werknemers te evacueren.

III. PREVENTIEVE EN BESCHERMENDE MAATREGELLEN

VEILIGHEID OP DE ARBEIDSPLAATS

Art. 13. I. Er dienen alle passende voorzorgsmaatregelen te worden getroffen om te waarborgen dat elke arbeidsplaats veilig is en geen gevaar oplevert voor de veiligheid en de gezondheid van de werknemers.

2. Er dient te worden gezorgd voor de aanleg en onderhoud van veilige voorzieningen voor het betreden en verlaten van iedere arbeidsplaats en waar passend, dienen deze te zijn aangeduid.

3. Er dienen alle passende voorzorgsmaatregelen te worden getroffen om personen die zich bevinden op of in de nabijheid van een bouwterrein te beschermen tegen alle gevaren die zich op dit terrein zouden kunnen voordoen.

STEIGERS EN LADDERS

Art. 14. 1. Wanneer er op of vanaf de grond of vanaf een gedeelte van een gebouw of een ander permanent bouwwerk niet veilig kan worden gewerkt, dient er een veilige, voor de uitvoering van de werkzaamheden geschikte steiger te worden aangebracht en onderhouden, of moeten andere, even veilige en passende voorzieningen worden getroffen.

2. Wanneer er geen andere veilige middelen voorhanden zijn om toegang te verkrijgen tot een arbeidsplaats op een verhoogd niveau, dient te worden gezorgd voor passende, deugdelijke ladders. Deze moeten naar behoren worden vastgezet, zodat zij bestand zijn tegen onverwachte bewegingen.

3. Alle steigers en ladders dienen te worden gebouwd en gebruikt in overeenstemming met de nationale wetgeving.

4. Steigers dienen op in de nationale wetgeving voor te schrijven gevallen en tijdstippen te worden geïnspecteerd door een bevoegd persoon.

HIJS- OF HEFWERKTUIGEN EN HIJSGEREEDSCHAP

Art. 15. 1. Alle hijs- of hefwerktuigen en hijsgereedschap, met inbegrip van de samenstellende delen daarvan, de toebehoren, verankeringen en steunen, dienen:

a) van een goed ontwerp en een degelijke constructie te zijn, te zijn vervaardigd uit deugdelijk materiaal en sterk genoeg te zijn voor het doel waarvoor zij worden gebruikt;

b) naar behoren te worden geïnstalleerd en gebruikt;

c) in goede staat te worden gehouden;

d) op in de nationale wetgeving voor te schrijven gevallen en tijdstippen te worden onderzocht en beproefd door een bevoegd persoon; de uitkomsten van deze onderzoeken en proeven dienen te worden geregistreerd;

e) te worden bediend door werknemers die hiertoe naar behoren zijn opgeleid in overeenstemming met de nationale wetgeving.

2. Een hijs- of hefwerktuig mag alleen dan worden gebruikt voor het omhoog of omlaag brengen, danwel het vervoeren van personen, indien het voor dat doel is gebouwd, geïnstalleerd en wordt gebruikt in overeenstemming met de nationale wetgeving of indien dat niet het geval is, in een noodsituatie ter voorkoming van ernstig persoonlijk letsel of een dodelijk ongeval wanneer het hijs- of hefwerktuig hiertoe veilig is te gebruiken.

MATÉRIEL DE TRANSPORT, ENGINS DE TERRASSEMENT ET DE MANUTENTION DES MATÉRIAUX

Art. 16. 1. Tous les véhicules et les engins de terrassement et de manutention des matériaux doivent être:

- a) bien conçus et construits en tenant compte, dans la mesure du possible, des principes de l'ergonomie;
- b) maintenus en bon état de fonctionnement;
- c) correctement utilisés;
- d) manoeuvrés par des travailleurs ayant reçu une formation appropriée, conformément à la législation nationale.

2. Sur tous les chantiers de construction où l'on utilise des véhicules ainsi que des engins de terrassement ou de manutention des matériaux:

- a) des voies d'accès appropriées et sûres doivent être aménagées pour eux;
- b) la circulation doit être organisée et contrôlée de manière à garantir leur sécurité d'utilisation.

INSTALLATIONS, MACHINES, EQUIPEMENTS ET OUTILS À MAIN

Art. 17. 1. Les installations, machines et équipements, y compris les outils à main avec ou sans moteur, doivent être:

- a) bien conçus et construits en tenant compte, dans la mesure du possible, des principes de l'ergonomie;
- b) maintenus en bon état de fonctionnement;
- c) utilisés exclusivement pour les travaux pour lesquels ils ont été conçus, à moins qu'une utilisation à d'autres fins que celles initialement prévues n'ait fait l'objet d'une évaluation complète par une personne compétente ayant conclu que cette utilisation est sans danger;
- d) manoeuvrés par des travailleurs ayant reçu une formation appropriée.

2. Des instructions adéquates en vue d'une utilisation sûre doivent, dans les cas appropriés, être fournies par le fabricant ou l'employeur sous une forme compréhensible pour les utilisateurs.

3. Les installations et les appareils sous pression doivent être vérifiés et soumis à des essais par une personne compétente, dans les cas et aux moments prescrits par la législation nationale.

TRAVAUX EN HAUTEUR, Y COMPRIS SUR LES TOITURES

Art. 18. 1. Là où cela est nécessaire pour parer à un risque, ou lorsque la hauteur ou l'inclinaison de l'ouvrage dépasse les valeurs fixées par la législation nationale, des dispositions préventives doivent être prises pour éviter la chute des travailleurs, des outils ou autres objets ou matériaux.

2. Lorsque des travailleurs doivent travailler sur ou à proximité d'un toit ou de toute autre surface en matériau fragile à travers lequel il est possible de faire une chute, des mesures préventives doivent être prises pour qu'ils ne marchent pas, par inadvertance, sur la surface en matériau fragile ou ne tombent pas à travers.

EXCAVATIONS, PUIITS, TERRASSEMENTS, TRAVAUX SOUTERRAINS ET TUNNELS

Art. 19. Des précautions adéquates doivent être prises dans une excavation, un puits, un terrassement, un travail souterrain ou un tunnel:

- a) au moyen d'un étaieement approprié ou d'une autre manière pour prévenir les dangers que les travailleurs pourraient courir au cas où la terre, des rochers ou d'autres matériaux s'effondreraient ou se détacheraient;
- b) pour prévenir les dangers liés à la chute d'une personne, de matériaux ou d'objets, ou l'irruption d'eau dans l'excavation, le puits, le terrassement, le travail souterrain ou le tunnel;
- c) pour assurer une ventilation suffisante à tous les postes de travail de façon à entretenir une atmosphère respirable et à maintenir les fumées, gaz, vapeurs, poussières ou autres impuretés à des niveaux qui ne soient pas dangereux ou nuisibles pour la santé et dans des limites fixées par la législation nationale;

VERVOERMIDDELEN EN MATERIEEL VOOR GRONDVERZET EN TRANSPORT VAN MATERIALEN

Art. 16. 1. Alle vervoermiddelen en materieel voor grondverzet of transport van materialen dienen:

- a) van een goed ontwerp en een degelijke constructie te zijn, waarbij voorzover mogelijk rekening dient te zijn gehouden met ergonomische beginselen;
- b) in goede staat te worden gehouden;
- c) op de juiste wijze te worden gebruikt;
- d) te worden bediend door werknemers die hiervoor een passende opleiding hebben ontvangen in overeenstemming met de nationale wetgeving.

2. Op alle bouwterreinen waarop voertuigen en materieel voor grondverzet of transport van materialen worden gebruikt,

- a) dienen daarvoor veilige en passende toegangswegen te worden aangelegd; en
- b) dient het verkeer zodanig te zijn georganiseerd en te worden gecontroleerd dat het veilig gebruik van deze voertuigen en dit materieel is gewaarborgd.

INSTALLATIES, MACHINERIEËN, MATERIEEL EN HANDGEREEDSCHAPPEN

Art. 17. 1. Installaties, machinerieën en materieel, met inbegrip van handgereedschappen, al dan niet machinaal aangedreven, dienen

- a) van een goed ontwerp en een degelijke constructie te zijn, waarbij voor zover mogelijk rekening dient te zijn gehouden met ergonomische beginselen;
- b) in goede staat te worden gehouden;
- c) uitsluitend te worden gebruikt voor werkzaamheden waarvoor zij zijn ontworpen, tenzij een bevoegd persoon tot de slotsom is gekomen dat zij veilig kunnen worden gebruikt voor andere doeleinden dan de oorspronkelijk voorziene;
- d) te worden bediend door werknemers die hiervoor een passende opleiding hebben ontvangen.

2. Zo nodig dienen door de fabrikant of de werkgever toereikende instructies voor het veilig gebruik ervan te worden gegeven, in een voor de gebruikers begrijpelijke vorm.

3. Drukinstallaties en -apparatuur dienen in op in de nationale wetgeving bepaalde gevallen en tijdstippen te worden onderzocht en beproefd door een bevoegd persoon.

WERKZAAMHEDEN OP HOOGTE, MET INBEGRIJ VANWERKZAAMHEDEN OP DAKEN

Art. 18. I. Daar waar het nodig is om te beschermen tegen gevaar ofwaar de hoogte van een bouwwerk of zijn helling de waarde bepaald in de nationale wetgeving overschrijdt, dienen voorzorgsmaatregelen te worden getroffen om te voorkomen dat werknemers en gereedschappen of andere voorwerpen of materialen naar beneden vallen.

2. Wanneer van werknemers wordt verlangd dat zij op of in de nabijheid van daken of andere met kwetsbare materialen bedekte plaatsen werken, waar zij doorheen zouden kunnen vallen, dienen voorzorgsmaatregelen te worden getroffen om te voorkomen dat zij per ongeluk op het breekbare materiaal stappen of er doorheen vallen.

AFGRAVINGEN, SCHACHTEN, GRONDWERK, ONDERGRONDS WERK ELL TUNNELS

Art. 19. Bij afgravingen, in schachten, bij grondwerk, bij ondergronds werk of in tunnels dienen toereikende voorzorgen te worden getroffen:

- a) door passende stempeling aan te brengen of anderszins te beveiligen tegen gevaar voor werknemers door het vallen of losraken van aarde, gesteente of ander materiaal;
- b) om te beveiligen tegen gevaren die voortkomen uit het vallen van personen, materialen ofvoorwerpen of ontstaan doordat er water de afgraving, de schacht, het grondwerk, de ondergrondse werkplaats of de tunnel binnenstroomt;
- c) om te voorzien in toereikende ventilatie op iedere arbeidsplaats, ten einde een atmosfeer te handhaven waarin normaal kan worden ademgehaald en alle rook, gassen, dampen, stof of andere onzuiverheden te beperken tot een niveau waarop zij niet gevaarlijk of schadelijk zijn voor de gezondheid en binnen de grenzen blijven, die door de nationale wetgeving zijn gesteld;

d) pour permettre aux travailleurs de se mettre en lieu sûr en cas d'incendie ou d'irruption d'eau ou de matériaux;

e) pour éviter aux travailleurs les risques provenant de dangers souterrains possibles, notamment la circulation de fluides ou la présence de poches de gaz, en procédant à des investigations appropriées afin de les localiser.

BATARDEAUX ET CAISSONS

Art. 20. 1. Tous les batardeaux et caissons doivent être:

a) bien construits, avec des matériaux appropriés et solides, et avoir une résistance suffisante;

b) pourvus d'un équipement suffisant pour que les travailleurs puissent se mettre à l'abri en cas d'irruption d'eau ou de matériaux.

2. La construction, la mise en place, la transformation ou le démontage d'un batardeau ou d'un caisson ne doivent avoir lieu que sous la surveillance directe d'une personne compétente.

3. Tous les batardeaux et tous les caissons doivent être inspectés par une personne compétente à des intervalles prescrits.

TRAVAIL DANS L'AIR COMPRIMÉ

Art. 21. 1. Le travail dans l'air comprimé ne doit être effectué que selon les dispositions prévues par la législation nationale.

2. Le travail dans l'air comprimé ne doit être effectué que par des travailleurs dont l'aptitude physique à ce travail a été établie par un examen médical, et en présence d'une personne compétente pour surveiller le déroulement des opérations.

CHARPENTES ET COFFRAGES

Art. 22. 1. Les charpentes et les éléments de charpente, les coffrages, les supports temporaires et les étalements ne doivent être montés que sous la surveillance d'une personne compétente.

2. Des précautions suffisantes doivent être prises pour protéger les travailleurs contre les dangers provenant de la fragilité ou de l'instabilité temporaire d'un ouvrage.

3. Les coffrages, les supports temporaires et les étalements doivent être conçus, construits et entretenus de manière à pouvoir supporter sans risque toutes les charges qui peuvent leur être imposées.

TRAVAIL AU-DESSUS D'UN PLAN D'EAU

Art. 23. Si un travail est exécuté au-dessus ou à proximité immédiate d'un plan d'eau, des dispositions appropriées doivent être prises:

a) pour empêcher les travailleurs de tomber à l'eau;

b) pour procéder au sauvetage de travailleurs en danger de noyade;

c) pour fournir des moyens de transport sûrs et suffisants.

TRAVAUX DE DÉMOLITION

Art. 24. Lorsque la démolition d'un bâtiment ou d'un ouvrage peut présenter un danger pour les travailleurs ou le public:

a) des précautions, méthodes et procédures appropriées, y compris pour l'évacuation des déchets ou résidus, doivent être adoptées conformément à la législation nationale;

b) les travaux ne doivent être planifiés et entrepris que sous la surveillance d'une personne compétente.

ECLAIRAGE

Art. 25. Un éclairage suffisant et approprié, comportant, le cas échéant, des sources de lumières portatives, doit être assuré à chaque poste de travail ainsi qu'en tout autre lieu du chantier de construction où un travailleur peut avoir à passer.

ELECTRICITÉ

Art. 26. 1. Tous les matériels et installations électriques doivent être construits, montés et entretenus par une personne compétente, et utilisés de manière à prévenir tout danger.

2. Avant d'entreprendre des travaux de construction et pendant la durée de ceux-ci, des mesures appropriées doivent être prises pour vérifier si un câble ou un appareil électrique sous tension se trouve au-dessous ou au-dessus du chantier, ou sur celui-ci, et pour prévenir tout danger que sa présence peut faire courir aux travailleurs.

3. La pose et l'entretien des câbles et appareils électriques sur les chantiers doivent répondre aux normes et règles techniques appliquées au niveau national.

d) om de werknemers in staat te stellen zich in veiligheid te stellen in geval van brand of wanneer er water of materiaal binnenstroomt;

e) om gevaren te vermijden waaraan werknemers blootstaan door mogelijke ondergronds dreigende gevaren, zoals de stroming van vloeistoffen of de aanwezigheid van gasbellen, en wel door passend onderzoek te verrichten om deze te lokaliseren.

KISTDAMMEN EN CAISSONS

Art. 20. 1. Iedere kistdam en caisson dient:

a) goed te zijn gebouwd van geschikt en deugdelijk materiaal en sterk genoeg te zijn;

b) te zijn uitgerust met toereikende voorzieningen opdat werknemers zich in veiligheid kunnen stellen ingeval er water of materiaal binnenstroomt.

2. Het bouwen, plaatsen, wijzigen of ontmantelen van een kistdam of caisson vindt alleen plaats onder rechtstreeks toezicht van een deskundig persoon.

3. Iedere kistdam en caisson dient met voorgeschreven tussenpozen door een bevoegd persoon te worden geïnspecteerd.

WERKZAAMHEDEN ONDER OVERDRUK

Art. 21. 1. Werkzaamheden onder overdruk mogen alleen worden verricht in overeenstemming met door de nationale wetgeving voorgeschreven maatregelen.

2. Werkzaamheden onder overdruk mogen alleen worden verricht door werknemers wier lichamelijke geschiktheid door een medisch onderzoek is vastgesteld en wanneer er een deskundig persoon aanwezig is om toezicht uit te oefenen op de uitvoering van de werkzaamheden.

ONDERSTEUNINGSCONSTRUCTIES EN BEKISTINGEN

Art. 22. 1. Ondersteuningsconstructies en onderdelen daarvan, bekistingen, beschot en stempeling dienen alleen onder toezicht van een deskundig persoon te worden opgebouwd.

2. Er dienen toereikende voorzorgsmaatregelen te worden getroffen om te waken voor gevaar voor werknemers doordat een bouwwerk tijdelijk zwak of instabiel is.

3. Bekistingen, beschot en stempeling dienen zodanig te zijn ontworpen, gebouwd en onderhouden dat zij bestand zijn tegen elke belasting waaraan zij kunnen worden onderworpen.

WERKZAAMHEDEN BOVEN WATER

Art. 23. Wanneer werkzaamheden worden verricht boven of in de nabijheid van water dienen toereikende maatregelen te worden getroffen om:

a) te voorkomen dat werknemers in het water vallen;

b) werknemers die dreigen te verdrinken, te redden;

c) voorzien in voldoende, veilige vervoermiddelen.

SLOOPWERKZAAMHEDEN

Art. 24. Wanneer de sloop van een gebouw of een bouwwerk gevaar zou kunnen opleveren voor werknemers of het publiek:

a) dienen passende voorzorgen, methoden en procedures te worden gevolgd met inbegrip van die voor afvoer van afval- of reststoffen, in overeenstemming met de nationale wetgeving;

b) dienen de werkzaamheden alleen te worden gepland en ondernomen onder toezicht van een deskundig persoon.

VERLICHTING

Art. 25. Op iedere arbeidsplaats en iedere andere plaats op het bouwterrein waar mogelijk een werknemer langskomt, dient toereikende, passende verlichting te worden aangebracht, met inbegrip van, zonodig, draagbare verlichtingsapparatuur.

ELECTRICITEIT

Art. 26. 1. Alle elektrische apparatuur en installaties dienen door een deskundig persoon te worden gebouwd, geïnstalleerd en onderhouden en zo te worden gebruikt dat zij geen gevaar opleveren.

2. Voordat met bouwwerkzaamheden wordt begonnen en gedurende de voortgang daarvan dienen passende maatregelen te worden genomen om vast te stellen of er zich onder of boven of op het werkterrein onder spanning staande kabels of elektrische apparaten bevinden en werknemers tegen de gevaren daarvan te beschermen.

3. Aanleg en onderhoud van elektrische kabels en apparaten op het bouwterrein dienen te beantwoorden aan de op nationaal niveau toegepaste technische regels en normen.

EXPLOSIFS

Art. 27. Les explosifs ne doivent être entreposés, transportés, manipulés ou utilisés que:

- a) dans les conditions prescrites par la législation nationale;
- b) par une personne compétente, qui doit prendre les mesures nécessaires pour empêcher que des travailleurs ou d'autres personnes ne soient exposés à un risque de lésion.

RISQUES POUR LA SANTÉ

Art. 28. 1. Lorsqu'un travailleur peut être exposé à un risque chimique, physique ou biologique au point que sa santé puisse être mise en danger, des mesures préventives appropriées doivent être prises pour éviter une telle exposition.

2. Afin de prévenir l'exposition visée au paragraphe 1 ci-dessus:

- a) les substances dangereuses doivent être remplacées par des substances sans danger ou moins dangereuses chaque fois que cela est possible; ou
- b) des mesures techniques doivent être appliquées à la machine, à l'installation, à l'équipement ou au procédé; ou
- c) s'il n'est pas possible de se conformer aux dispositions des alinéas a) ou b) ci-dessus, d'autres mesures efficaces, telles que l'utilisation d'un équipement de protection individuelle et de vêtements protecteurs, doivent être prises.

3. Si des travailleurs doivent pénétrer dans une zone dont l'atmosphère est susceptible de contenir une substance toxique ou nocive, ou d'être d'une teneur insuffisante en oxygène ou, encore, d'être inflammable, des mesures appropriées doivent être prises pour prévenir tout danger.

4. Les déchets ne doivent pas être détruits sur le chantier de construction ou y être éliminés d'une autre manière si cela risque d'être nuisible pour la santé.

PRÉCAUTIONS CONTRE L'INCENDIE

Art. 29. 1. L'employeur doit prendre toutes les mesures appropriées pour:

- a) éviter le risque d'incendie;
- b) combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie;
- c) assurer l'évacuation rapide et sûre des personnes.

2. Des moyens suffisants et appropriés doivent être aménagés pour le stockage des liquides, des solides et des gaz inflammables.

EQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE ET VÊTEMENTS PROTECTEURS

Art. 30. 1. Là où il n'est pas possible de protéger de manière suffisante, par d'autres moyens, les travailleurs contre les risques d'accidents ou les atteintes à la santé, y compris l'exposition à des conditions défavorables, un équipement de protection individuelle et des vêtements protecteurs appropriés tenant compte de la nature du travail et des risques doivent être fournis et entretenus par les employeurs sans frais pour les travailleurs, selon ce qui peut être prescrit par la législation nationale.

2. L'employeur doit fournir aux travailleurs les moyens appropriés leur permettant de faire usage de l'équipement de protection individuelle, et s'assurer qu'ils en fassent un usage correct.

3. L'équipement de protection et les vêtements protecteurs doivent être conformes aux normes établies par l'autorité compétente en tenant compte, autant que possible, des principes de l'ergonomie.

4. Les travailleurs doivent être tenus d'utiliser convenablement l'équipement de protection individuelle et les vêtements protecteurs mis à leur disposition, et d'en prendre soin.

PREMIERS SECOURS

Art. 31. Il doit incomber à l'employeur de s'assurer que les premiers secours, y compris le personnel formé à cette fin, puissent être fournis à tout moment. Des mesures doivent être prises pour assurer l'évacuation, pour soins médicaux, des travailleurs accidentés ou victimes d'une maladie soudaine.

BIEN-ÊTRE

Art. 32. 1. L'eau potable doit être fournie en quantité suffisante sur les lieux mêmes ou à proximité de tout chantier de construction.

EXPLOSIEVEN

Art. 27. Explosieven mogen niet worden opgeslagen, vervoerd, gehanteerd of gebruikt:

- a) dan onder de in de nationale wetgeving voorgeschreven voorwaarden; en
- b) dan door een deskundig persoon, die alle noodzakelijke maatregelen dient te treffen om te waarborgen dat werknemers en andere personen niet worden blootgesteld aan gevaar van verwonding.

GEVAREN VOOR DE GZEONDHEID

Art. 28. 1. Wanneer een werknemer de kans loopt te worden blootgesteld aan chemische, natuurkundige of biologische stoffen, in een mate die gevaar zou kunnen opleveren voor de gezondheid, dienen passende maatregelen te worden getroffen om zulk een blootstelling te voorkomen.

2. De in het eerste lid hierboven bedoelde voorzorgsmaatregelen omvatten:

- a) de vervanging van gevaarlijke stoffen door onschadelijke of minder gevaarlijke stoffen, waar dit mogelijk is; of
- b) technische maatregelen van toepassing op installaties, machine-riën, materieel of processen; of
- c) wanneer niet kan worden voldaan aan het gestelde in de letters a of b hierboven, andere doeltreffende maatregelen, waaronder het gebruik van beschermende persoonlijke uitrusting en beschermende kleding.

3. Wanneer werknemers zich moeten begeven in een ruimte waarin giftige of schadelijke stoffen aanwezig kunnen zijn of waarin een tekort aan zuurstof kan bestaan, danwel de atmosfeer brandgevaarlijk kan zijn, dienen toereikende maatregelen te worden getroffen om tegen gevaar te beschermen.

4. Afvalstoffen mogen niet worden vernietigd op een bouwterrein of ervan worden verwijderd op een wijze die gevaar zou kunnen opleveren voor de gezondheid.

BRANDPREVENTIE

Art. 29. 1. De werkgever dient alle passende maatregelen te treffen om:

- a) brandgevaar te vermijden;
- b) een uitgebroken brand snel en doeltreffend te bestrijden;
- c) personen snel en veilig te evacueren

2. Er dient te worden gezorgd voor voldoende, passende opslagruimte voor brandbare vloeistoffen, vaste stoffen en gassen.

PERSOONLIJKE BESCHERMINGSMIDDELEN

Art. 30. I. Waar niet op andere wijze toereikende bescherming kan worden geboden tegen ongevallen of gevaren voor de gezondheid, met inbegrip van blootstelling aan ongunstige omstandigheden, dienen passende persoonlijke beschermingsmiddelen, rekening houdend met de aard der werkzaamheden en de gevaren, door de werkgever te worden verschaft en onderhouden zonder dat dit voor de werknemers kosten met zich meebrengt, zoals kan worden voorgeschreven door de nationale wetgeving.

2. De werkgever dient de werknemers in staat te stellen gebruik te maken van de persoonlijke beschermingsmiddelen en erop toe te zien dat deze naar behoren worden gebruikt.

3. Persoonlijke beschermingsmiddelen dienen te voldoen aan de door de bevoegde autoriteit gestelde normen, waarbij voor zover mogelijk rekening wordt gehouden met ergonomische beginselen.

4. Van de werknemers wordt verlangd dat zij naar behoren gebruik maken van, en zorg dragen voor de hun verstrekte persoonlijke beschermingsmiddelen.

EERSTE HULP

Art. 31. De werkgever dient er zorg voor te dragen dat er te allen tijde eerste hulp kan worden verleend en dat hiervoor opgeleid personeel beschikbaar is. Er dienen regelingen te worden getroffen om te verzekeren dat werknemers die een ongeval hebben gekregen of plotseling ziek worden, worden overgebracht naar elders voor medische behandeling.

WELZIJN

Art. 32. 1. Op of in de nabijheid van ieder bouwterrein moet in voldoende mate drinkwater beschikbaar zijn.

2. Selon le nombre de travailleurs et la durée des travaux, les installations suivantes doivent être fournies et entretenues sur les lieux mêmes ou à proximité de tout chantier de construction:

a) des cabinets d'aisances et des installations permettant aux travailleurs de se laver;

b) des installations pour permettre aux travailleurs de se changer, de faire sécher leurs vêtements et de les ranger;

c) des locaux pour permettre aux travailleurs de prendre leurs repas et de se mettre à l'abri en cas d'interruption du travail pour cause d'intempéries.

3. Des installations sanitaires et des salles d'eau séparées devraient être prévues pour les travailleurs et les travailleuses.

INFORMATION ET FORMATION

Art. 33. Les travailleurs doivent être, de manière suffisante et appropriée:

a) informés des risques possibles d'accident ou d'atteinte à la santé auxquels ils peuvent être exposés sur leur lieu de travail;

b) instruits sur les moyens mis à leur disposition pour prévenir et maîtriser ces risques et pour s'en protéger, et être formés à cet effet.

DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET DES MALADIES

Art. 34. La législation nationale doit prévoir que seront déclarés à l'autorité compétente dans un délai prescrit les cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles.

PARTIE IV. APPLICATION

Art. 35. Tout Membre doit:

a) prendre toutes les mesures nécessaires, notamment les sanctions et les mesures correctives appropriées, en vue d'assurer l'application effective des dispositions de la convention;

b) mettre en place des services d'inspection appropriés pour le contrôle de l'application des mesures à prendre conformément aux dispositions de la convention et doter ces services des moyens nécessaires à l'accomplissement de leur tâche ou s'assurer qu'une inspection appropriée est effectuée.

PARTIE V. DISPOSITIONS FINALES

Art. 36. La présente convention révisé la convention concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937.

Art. 37. Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Art. 38. 1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Art. 39. 1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

2. Op of in de nabijheid van ieder bouwterrein dienen afhankelijk van het aantal werknemers en de duur van het werk, de volgende faciliteiten te worden geboden en onderhouden:

a) sanitaire voorzieningen en wasgelegenheden;

b) kleedruimten en ruimten voor het opbergen en het drogen van kleding;

c) ruimte voor het gebruiken van maaltijden en om te schuilen, wanneer het werk wordt onderbroken wegens slechte weersomstandigheden.

3. Mannelijke en vrouwelijke werknemers behoren de beschikking te hebben over aparte sanitaire voorzieningen en wasgelegenheden.

VOORLICHTING EN OPLEIDING

Art. 33. Werknemers dienen voldoende en op passende wijze:

a) te worden voorgelicht omtrent mogelijke gevaren voor de veiligheid en de gezondheid waaraan zij op hun arbeidsplaats kunnen worden blootgesteld;

b) te worden geïnstrueerd en opgeleid in de toepassing van de beschikbare middelen ter voorkoming en beheersing van en ter bescherming tegen deze gevaren.

MELDING VAN ONGEVALLLEN EN ZIEKTEN

Art. 34. De nationale wetgeving dient te voorzien in de melding binnen een voorgeschreven tijdvak van bedrijfsongevallen en beroepsziekten aan de bevoegde autoriteit.

IV. TENUITVOERLEGGING

Art. 35. Ieder Lid dient:

a) alle noodzakelijke maatregelen te treffen, met inbegrip van passende straffen en corrigerende maatregelen, om te zorgen dat de bepalingen van het Verdrag daadwerkelijk worden toegepast;

b) te zorgen voor passende inspectiediensten om toezicht te houden op de toepassing van de ingevolge het Verdrag te nemen maatregelen en deze diensten de middelen te verschaffen die nodig zijn voor het vervullen van hun taak, of zich ervan te vergewissen dat er een passende inspectie wordt verricht.

V. SLOTBEPALINGEN

Art. 36. Dit Verdrag herzielt het Verdrag betreffende de veiligheidsvoorschriften in het Bouwbedrijf, 1937.

Art. 37. De formele bekrachtigingen van dit Verdrag worden medegedeeld aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau en door hem geregistreerd.

Art. 38. 1. Dit Verdrag is slechts verbindend voor de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie, die hun bekrachtiging door de Directeur-Generaal hebben doen registreren.

2. Het treedt in werking twaalf maanden na de datum waarop de bekrachtiging van twee Leden door de Directeur-Generaal zijn geregistreerd.

3. Vervolgens treedt dit Verdrag voor ieder Lid in werking twaalf maanden na de datum waarop zijn bekrachtiging is geregistreerd.

Art. 39. I. Ieder Lid dat dit Verdrag heeft bekrachtigd, kan het opzeggen na afloop van een termijn van tienjaar na de datum waarop het Verdrag voor het eerst in werking is getreden, door middel van een aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau gerichte en door deze geregistreerde verklaring. De opzegging wordt eerst van kracht een jaar na de datum waarop zij is geregistreerd.

2. Ieder Lid dat dit Verdrag heeft bekrachtigd en niet binnen een jaar na afloop van de termijn van tienjaar als bedoeld in het vorige lid, gebruik maakt van de bevoegdheid tot opzegging voorzien in dit artikel, is voor een nieuwe termijn van tien jaar gebonden en kan daarna dit Verdrag opzeggen na afloop van elke termijn van tien jaar op de voorwaarden, voorzien in dit artikel.

Art. 40. 1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Art. 41. Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Art. 42. Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Art. 43. 1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 39 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Art. 44. Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Art. 40. 1. De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau stelt alle Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie in kennis van de registratie van alle bekrachtigingen en opzeggingen die hem door de Leden van de Organisatie zijn medegedeeld.

2. Bij de kennisgeving aan de Leden van de Organisatie van de registratie van de tweede hem medegedeelde bekrachtiging, vestigt de Directeur-Generaal de aandacht van de Leden op de datum waarop dit Verdrag in werking treedt.

Art. 41. De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau doet aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties mededeling, ter registratie in overeenstemming met het bepaalde in artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties, van de volledige bijzonderheden omtrent alle bekrachtigingen en opzeggingen die hij overeenkomstig de bepalingen van de voorgaande artikelen heeft geregistreerd.

Art. 42. De Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau brengt, telkens wanneer deze dit noodzakelijk acht, aan de Algemene Conferentie verslag uit over de toepassing van dit Verdrag en onderzoekt of het wenselijk is de gehele of gedeeltelijke herziening ervan op de agenda van de Conferentie te plaatsen.

Art. 43. I. Indien de Conferentie een nieuw Verdrag aanneemt, houdende gehele of gedeeltelijke herziening van dit Verdrag, zal, tenzij het nieuwe Verdrag anders bepaalt:

a) bekrachtiging door een Lid van het nieuwe Verdrag, houdende herziening, van rechtswege onmiddellijke opzegging van dit Verdrag ten gevolge hebben, niettegenstaande het bepaalde in artikel 39 hierboven, onder voorbehoud evenwel dat het nieuwe Verdrag, houdende herziening, in werking is getreden;

b) met ingang van de datum waarop het nieuwe Verdrag, houdende herziening, in werking is getreden, kan dit Verdrag niet langer door de Leden worden bekrachtigd.

2. Dit Verdrag blijft echter naar vorm en inhoud van kracht voor de Leden die het hebben bekrachtigd en die het nieuwe Verdrag, houdende herziening, niet hebben bekrachtigd.

Art. 44. De Engelse en de Franse tekst van dit Verdrag zijn gelijkelijk gezaghebbend.

<u>Etats/Organisations</u>	<u>Type de consentement</u>	<u>Date de consentement</u>	<u>Entrée en vigueur local</u>
Albanie	ratification	24/04/2014	24/04/2015
Algérie	ratification	06/06/2006	06/06/2007
Allemagne	ratification	18/11/1993	18/11/1994
Bélarus	ratification	21/11/2001	21/11/2002
Belgique	ratification	08/06/2016	08/06/2017
Bolivie, Etat plurinational de	ratification	10/02/2015	10/02/2016
Brésil	ratification	19/05/2006	19/05/2007
Chine	ratification	07/03/2002	07/03/2003
Colombie	ratification	06/09/1994	06/09/1995
Danemark	ratification	10/07/1995	10/07/1996
Dominicaine, République	ratification	04/06/1998	04/06/1999
Finlande	ratification	23/01/1997	23/01/1998
Gabon	ratification	28/07/2015	28/07/2016
Guatemala	ratification	07/10/1991	07/10/1992
Guinée	ratification	25/04/2017	25/04/2018
Hongrie	ratification	22/05/1989	17/09/1991
Iraq	ratification	17/09/1990	17/09/1991
Italie	ratification	12/02/2003	12/02/2004
Kazakhstan	ratification	18/06/2008	18/06/2009

<u>Etats/Organisations</u>	<u>Type de consentement</u>	<u>Date de consentement</u>	<u>Entrée en vigueur local</u>
Lesotho	ratification	27/01/1998	27/01/1999
Luxembourg	ratification	08/04/2008	08/04/2009
Mexique	ratification	05/10/1990	05/10/1991
Monténégro	ratification	18/09/2015	18/09/2016
Norvège	ratification	24/06/1991	24/06/1992
Panama	ratification	31/01/2008	31/01/2009
Serbie	ratification	16/09/2009	16/09/2010
Slovaquie	ratification	01/01/1993	01/01/1994
Suède	ratification	07/10/1991	07/10/1992
Tchèque, République	ratification	01/01/1993	01/01/1994
Turquie	ratification	23/03/2015	23/03/2016
Uruguay	ratification	25/05/2005	25/05/2006

<u>Staten / Organisaties</u>	<u>Type instemming</u>	<u>Datum instemming</u>	<u>Datum inwerkingtreding</u>
Albanië	Bekrachtiging	24/04/2014	24/04/2015
Algerije	Bekrachtiging	06/06/2006	06/06/2007
Duitsland	Bekrachtiging	18/11/1993	18/11/1994
Wit-Rusland	Bekrachtiging	21/11/2001	21/11/2002
België	Bekrachtiging	08/06/2016	08/06/2017
Bolivia, Plurinationale State of	Bekrachtiging	10/02/2015	10/02/2016
Brazilië	Bekrachtiging	19/05/2006	19/05/2007
China	Bekrachtiging	07/03/2002	07/03/2003
Colombia	Bekrachtiging	06/09/1994	06/09/1995
Denemarken	Bekrachtiging	10/07/1995	10/07/1996
Dominicaanse Republiek	Bekrachtiging	04/06/1998	04/06/1999
Finland	Bekrachtiging	23/01/1997	23/01/1998
Gabon	Bekrachtiging	28/07/2015	28/07/2016
Guatemala	Bekrachtiging	07/10/1991	07/10/1992
Guinea	Bekrachtiging	25/04/2017	25/04/2018
Hongarije	Bekrachtiging	22/05/1989	17/09/1991
Irak	Bekrachtiging	17/09/1990	17/09/1991
Italië	Bekrachtiging	12/02/2003	12/02/2004
Kazachstan	Bekrachtiging	18/06/2008	18/06/2009
Lesotho	Bekrachtiging	27/01/1998	27/01/1999
Luxemburg	Bekrachtiging	08/04/2008	08/04/2009
Mexico	Bekrachtiging	05/10/1990	05/10/1991
Montenegro	Bekrachtiging	18/09/2015	18/09/2016
Noorwegen	Bekrachtiging	24/06/1991	24/06/1992
Panama	Bekrachtiging	31/01/2008	31/01/2009
Servië	Bekrachtiging	16/09/2009	16/09/2010
Slowakije	Bekrachtiging	01/01/1993	01/01/1994
Sweden	Bekrachtiging	07/10/1991	07/10/1992
Tsjechische Republiek	Bekrachtiging	01/01/1993	01/01/1994
Turkije	Bekrachtiging	23/03/2015	23/03/2016
Uruguay	Bekrachtiging	25/05/2005	25/05/2006